



PAS DE BLAME POUR NOTRE MINISTRE ?

En tant que fonctionnaires des Finances Publiques, nous avons des obligations déontologiques. Nous devons être exemplaires et cela est tout à fait normal. Il n'en est visiblement pas de même pour notre ministre.

Après les révélations des journalistes sur son attitude malsaine envers des femmes journalistes, Michel Sapin a finalement reconnu « un geste déplacé ». Sera-t-il sanctionné ? Pas le moins du monde. Comme sur tant d'autres sujets, l'exemplarité ne vient pas d'en haut (Cahuzac, Thevenou, Baupin...).

Un grand nombre d'associations féministes (Osez le féminisme, Planning Familial, etc.) réclament d'ores et déjà sa démission.

LA LUTTE DÉCOLLE

L'application du 49.3 lors du passage à l'assemblée du projet de loi travail par un gouvernement, de facto minoritaire, a pu paraître à certain-es comme étant de nature à stopper le mouvement pour le retrait du texte.

Certes cette procédure clos arbitrairement les débats à l'assemblée nationale, et donc toute amélioration (ou pas !) du texte par les député-es mais cela ne clôt pas pour autant ni la procédure parlementaire, ni le mouvement social.

Rappelons d'ailleurs, qu'une loi, même définitivement adoptée, peut toujours être abrogée (ou le décret d'application non promulgué). Ce fut le cas en 2006 avec le CPE. Pourquoi n'y arriverions-nous pas en 2016 ?

L'abrogation de la loi El Khomri est un premier pas. D'autres revendications pourraient aboutir :

- l'augmentation des salaires des fonctionnaires (une vraie, pas la fumisterie accompagnant le PPCR)
- l'arrêt des suppressions d'emplois et la création de postes disparus depuis des années (la lutte de nos collègues du 66 est un exemple)
- la fin des restructurations et une gestion plus humaine
- l'arrêt de la casse du service public et de nos acquis sociaux
- une réelle distribution des richesses.

Pour cela, il faut agir pour ne rien regretter. Ce n'est toujours qu'un combat, continuons le début ! Et vice versa, à commencer par le mardi 17 et le jeudi 19 mai.

REDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

Quand la CGT a relancé le débat sur le temps de travail avec sa [campagne pour les 32h](#),

on (les commentateurs autorisés) a voulu nous faire passer pour de doux rêveurs.

En ce début de mois de mai, on se sent un peu moins seul-es avec [l'appel de 150 personnalités qui s'engagent pour rouvrir le débat sur le temps de travail](#). Pour la CGT, il s'agit d'une urgence sociale pour enrayer notamment la montée inexorable du chômage et de la précarité.

LA LOI DU MARCHÉ

Nous n'insisterons jamais assez, la Loi Travail, c'est la « loi du marché ». C'est se mettre au service des entreprises pour qu'ils fassent des profits. Le profit réclame des travailleurs mal payés, des taxes les plus faibles possibles et des compagnies privées qui contrôlent tout. Il s'agit donc de diminuer drastiquement les garanties collectives des salarié-es, Code du travail en tête, et de privatiser tout ce qui peut l'être : éducation nationale ? administration fiscale ? Le résultat qui nous attend dans cette optique, c'est le sort de la Grèce.

PARENTS ENFANTS MEME COMBAT

Certain-es jeunes, parfois nos propres enfants, ont la désagréable impression d'être isolé-es dans la contestation de la loi Travail. Il est vrai que la jeunesse a constitué le fer de lance du mouvement. Les salarié-es sont sans doute moins réactifs, peut-être parce qu'ils n'ont pas les mêmes contraintes que la jeunesse lycéenne, étudiante ou précaire, mais ont-ils donné leur maximum ? Dans de nombreux secteurs (comme la Fonction Publique), les salarié-es peuvent s'engager. Ne cherchons donc pas d'excuse.

Cette loi est une régression programmée pour toute la société, et d'ailleurs, les salarié-es "agés-es", les "seniors", c'est à dire les plus de 45 ans seront sans doute les plus touchés. Ben oui, si on facilite les licenciements, ce sont les plus ancien-nes, avec statut et salaires corrects, qui dégageront les premier-es ! Place aux jeunes, mais précaires à vie...

"Les jeunes dans la galère, les vieux dans la misère, pour tous, le travail précaire : de cette société-là, on n'en veut pas !"

